

# Actes du colloque du 27 mai 1999

*Sous le haut patronage de :*

**Christian PONCELET**, Président du Sénat

**Jean-Daniel GARDÈRE**, Directeur Général du Centre Français du Commerce Extérieur

*et sous l'égide de :*

**Paul d'ORNANO**, Président du Groupe sénatorial France-Corne de l'Afrique

## **ÉTHIOPIE - ÉRYTHRÉE - DJIBOUTI**

**Cette rencontre, qui s'est déroulée salle Médicis, a été organisée par le Sénat et le Centre Français du Commerce Extérieur. Les débats ont été animés par Paul d'Ornano, Président du Groupe sénatorial France/Corne de l'Afrique, et Bernard Boidin, Directeur de l'Information économique, juridique et réglementaire, CFCE.**

### Allocution d'ouverture

**Christian PONCELET**  
Président du Sénat

Monsieur le Directeur, Messieurs les Ambassadeurs, Excellences, Mesdames et Messieurs, les trois pays de la Corne de l'Afrique sont le sujet de ce nouveau colloque organisé par le Centre Français du Commerce Extérieur et le Sénat. Aussi suis-je heureux de vous souhaiter la plus cordiale bienvenue dans cette salle.

Vous le savez, ces colloques ont une vocation très opérationnelle et entendent permettre à des investisseurs et à des exportateurs de recueillir des informations, de nouer des contacts - que nous espérons fructueux - et de s'implanter dans les pays préalablement sélectionnés. Dans cette perspective, les trois Etats dont nous allons parler méritent toute notre attention, notamment en raison :

- des liens qui unissent la France à cette région du monde - et je salue à ce stade l'initiative prise par le Président d'Ornano, Président du Groupe sénatorial France/Corne de l'Afrique ;

- de l'image qui peut apparaître troublée de cette région, même si les signes d'espoirs ne manquent pas. Ainsi, Djibouti se développe et bénéficie d'atouts non négligeables. J'ai du reste eu l'honneur de recevoir hier le nouveau Président de la République djiboutienne. L'Ethiopie est quant à elle un marché considérable et un pays doté de beaucoup de ressources. Enfin, l'Erythrée dispose d'importantes réserves naturelles et s'est engagée dans une vraie politique d'ouverture et de libéralisation économique.

De par leur position géographique, ces trois pays, confrontés à des difficultés communes, peuvent devenir les fondements de la création progressive d'une communauté d'intérêts, qui pourrait se transformer en une véritable communauté d'espérance. Le problème de l'eau, par exemple, ne peut être réglé qu'en commun, et avec l'aide de pays amis tels que la France. Je ne m'étends pas davantage sur les liens qui unissent France et ces trois pays mais j'insiste sur le fait qu'il est indispensable que nous poursuivions les relations économiques, culturelles et politiques avec ces trois pays, d'autant que la Corne forme un maillon essentiel d'une chaîne francophone qui traverse l'Afrique, d'Est en Ouest. En d'autres termes, la présence de la France dans la Corne de l'Afrique, pour la pacification et le développement de cette région, est indispensable à l'ensemble des pays africains.

A travers ce colloque, nous voulons vous informer sur les opportunités et les caractéristiques de ces pays. Avec ces informations, vous pourrez être les meilleurs ambassadeurs de la France en Ethiopie, en Erythrée et à Djibouti. Je vous souhaite donc de bons travaux.

## Ouverture

**Bernard BOIDIN**

**Directeur de l'Information économique, juridique  
et réglementaire, CFCE**

Messieurs les Ambassadeurs, Excellences, Mesdames et Messieurs, je salue le partenariat CFCE/Sénat qui s'enrichit aujourd'hui d'un nouveau colloque. Nous privilégions dans ce cadre la diffusion d'informations opérationnelles pour les entreprises. Comme ce jour, il s'agit, avec les représentants du commerce extérieur, des praticiens des affaires et des banquiers, de faire le point sur les évolutions majeures en termes de risques pays, les financements et les débouchés possibles pour les entreprises. Je voudrais donc remercier les intervenants de ce colloque qui vont nous donner leur vision d'une région en turbulence, aux ressources inégales.

L'aide internationale en faveur de l'Ethiopie est supérieure au milliard par an. Les projets sont nombreux (routes, télécommunications) même si le produit intérieur brut par habitant reste faible, à 100 dollars par an. En Erythrée, la reconstruction a été la priorité dès 1993 et les bailleurs de fonds sont largement présents sur le terrain. Enfin, Djibouti, de par sa position stratégique, devrait asseoir son rôle de plate-forme régionale. La France et l'armée française y sont très présentes.

Ces trois pays représentent un marché de 64 millions d'habitants. Les exportations françaises sur la zone sont en hausse. Ces résultats sont dus à la forte augmentation de nos exportations vers l'Ethiopie (+ 42 % entre 1997 et 1998). De même, nos ventes, notamment de biens intermédiaires, sont en progression. D'ailleurs, de nouvelles entreprises s'implantent localement, et cela malgré la concurrence vive de certains pays (Allemagne, Japon, Emirats...).

Je remercie d'avance les intervenants de notre après-midi ainsi que le Président d'Ornano.

### **Paul d'ORNANO, Président du Groupe sénatorial France-Corne de l'Afrique**

Pour beaucoup, la Corne de l'Afrique n'évoque que famine, guerre et pauvreté. Il est vrai que les années passées ont été difficiles. En outre, ces trois pays restent encore troublés. Mais nous sommes convaincus qu'il ne faut pas s'arrêter à cette image et qu'il faut au contraire se concentrer sur les motifs d'espoir, qui sont nombreux, et sur les atouts et les réussites possibles dans ces pays. Nous parlerons d'ailleurs tout à l'heure de deux véritables réussites industrielles, en Ethiopie notamment. Les difficultés actuelles ne pourront pas durer indéfiniment. Certains l'ont compris, comme les Américains. A nous d'en prendre conscience pour participer au renouveau de ces pays, très attachants au demeurant.

Vous me permettrez de souligner que le groupe sénatorial France/Corne de l'Afrique, de concert avec le CFCE, est à votre disposition pour vous apporter toute l'aide nécessaire. J'ajoute que nous devrions organiser une mission dans ces pays dans les prochains mois. Nous aimerions être accompagnés d'une délégation d'industriels.

## **Ethiopie et Erythrée : situation économique, secteurs porteurs et financements multilatéraux**

**Bernard Le DUC**

**Conseiller commercial pour la Corne de l'Afrique**

### **Histoire récente**

Très brièvement, en 1974, l'on découvre le fossile AL 228-1, dit Lucy, qui date de 3 millions d'années. En 1991, le colonel Mengistu s'exile et M. Zenawi institue un gouvernement provisoire. En 1993, suite à un référendum, 80 % des Erythréens se prononcent pour l'indépendance. Les pays qui nous occupent sont donc jeunes. Certaines évolutions récentes doivent être examinées avec ce prisme. Plus récemment, en 1998, ces deux pays se sont déclarés la guerre.

### **Quelques chiffres**

Si nous regardons les exportations françaises, les chiffres montrent que la France est très présente dans cette région, avec une hausse de 42 % des exportations vers l'Ethiopie, et de 10 % vers Djibouti. Le secteur de l'agroalimentaire éthiopien a crû de 125 % (avec des aides alimentaires, et aussi des exportations de farines françaises et de malts). L'industrie, elle, a augmenté de 31 %. Les chiffres n'étant pas très élevés au départ, ils évoluent sensiblement dès qu'une usine s'implante dans ces pays.

Nous importons pour 67 millions de francs de produits d'Ethiopie, le café représentant près de 80 % de cette somme.

En Ethiopie, la France vend essentiellement des machines et des appareils mécaniques (produits pour les stations d'essence Total par exemple), des matériels électroniques, des produits végétaux, des produits de pharmacie, des produits chimiques de base (Michelin a fait de Djibouti sa base pour toute la région). Toutes ces secteurs sont en croissance. RVI a réalisé des ventes dans ce pays, même si Volvo est plus présent sur le marché, ce qui a eu un impact sur les chiffres relatifs aux véhicules utilitaires. Concrètement, près de 200 camions quittent Djibouti pour l'Ethiopie tous les jours.

Les autres rubriques en hausse sont les suivantes : matériels ferroviaires, matériels électriques, équipements automobiles...

## Comment vendre en Ethiopie ?

### **Commerce courant**

Au sein du poste commercial, nous avons sélectionné environ 100 importateurs que nous rencontrons régulièrement. Nous avons réussi à les faire entrer avec 300 sociétés françaises. Ce réseau est très important pour nous, d'autant que les gens que nous avons formés sont souvent très fidèles.

Concernant les banques et les lettres de crédit, il faut rappeler que la lettre de crédit est irrévocable et jamais confirmée. Un importateur qui veut acheter un produit en France est dans l'obligation d'aller à la banque pour essayer d'avoir des devises. C'est pour cela que les banques éthiopiennes refusent de confirmer les lettres de crédit (étant entendu que les banques françaises qui ne connaissent pas le marché local s'interrogent souvent et nous interrogent en retour sur cette manière de faire). Mais le pays ne connaît aucun litige dans ce domaine. C'est le premier pays que je connais qui est dans ce cas. Le système est aussi merveilleux que simpliste !

### **Bailleurs de fonds**

Ils sont tous présents, de la Banque Mondiale au Koweït, en passant par le Japon, la Suède, la BAD, les pays nordiques... La France est présente par le biais de l'AFB. Concrètement, près de 15 bailleurs de fonds sont impliqués en Ethiopie. Les objectifs qu'ils poursuivent couvrent différents domaines :

- **Barrages hydroélectriques** : le pays a 450 MégaWatts d'électricité, ce qui couvre à peine 50 % de la population - Alstom y est présente et a ses chances compte tenu des mécanismes adoptés pour les 6 barrages en projet. Mais le travail à accomplir reste considérable ;
- **Routes** : la France ne remporte actuellement aucun contrat dans ce domaine au terme des appels d'offres, face aux Chinois, aux Italiens ou aux Sud-Africains... ;
- **Agriculture** : l'Ethiopie peut être tantôt soumise à la famine, tantôt très riche, en fonction des volumes de précipitations notamment. Les ressources sont en tout état de cause là, pour autant que l'irrigation soit performante. La Banque Mondiale a fait un prêt de 100 millions de dollars pour l'amélioration de l'irrigation ; 1999 est une année de famine et le pays nous a demandé 500 000 quintaux de blé, ce qui est considérable ;
- **Eau urbaine et rurale** : les tuyaux d'Addis Abeba sont dans un état déplorable, les pertes en ligne étant énormes - les intervenants français seront présents lors des prochains travaux, d'autant que l'AFD est déjà impliquée dans ce domaine ;

- **Aéroports** : ceux de province doivent être améliorés, et un nouveau site est nécessaire dans la capitale - en l'occurrence, il faudra battre les nombreuses concurrentes en lice : Allemands, Suédois...
- **Education et santé** : l'Ethiopie est le pays le plus illettré d'Afrique, le pays a donc des besoins importants en éducation. Il en est de même pour la santé, car médecins et dentistes sont actuellement peu nombreux dans ce pays.

Par ailleurs, je rappelle que le Négus a inventé l'OUA. Addis Abeba est donc la capitale politique de l'Afrique.

Actuellement, 24 sociétés du pays sont appelées à être privatisées.

Enfin, depuis l'année dernière, nous avons décidé de ne plus aller en Erythrée. Ce pays achète simplement à la France de la farine et du malt.

Je voudrais conclure en revenant sur le conflit en cours. Tous les acteurs sont devenus très timides, si je puis dire, depuis l'ouverture des hostilités, qui nécessitent dit-on un million de dollars par jour. C'est dire si l'arrêt de la guerre est nécessaire !

## Djibouti : une économie soutenue par les bailleurs de fonds

Chantal HAMELIN de LAFORCADE  
 Chef d'Antenne à Djibouti

Le pays est indépendant depuis juin 1977. Une Assemblée nationale a vu le jour et un parti unique a été institué en 1981. Au début des années 90, un conflit a opposé le gouvernement aux maquisards, conflit qui s'est terminé par la conclusion d'un accord en 1994. Le multipartisme a alors fait son apparition. Le second Président est arrivé sur le devant de la scène en 1997.

### Principaux chiffres

Djibouti n'a aucune ressource naturelle. Les exportations sont donc très élevées. Les exportations agroalimentaires ont augmenté de 14 % entre 1997 et 1998. Les exportations liées à l'énergie et sa place relative tiennent notamment aux besoins en groupes électrogènes. L'industrie a augmenté pour sa part de 8 %.

Les importations françaises sont diverses : café et engrais dans l'agroalimentaire par exemple, mais ces importations ont diminué de 33 % en un an.

La France vend surtout de l'agroalimentaire, du matériel électronique (+ 189 %), des machines mécaniques, du caoutchouc, des véhicules utilitaires... 1998 a globalement marqué une diminution par rapport à 1997 mais vous connaissez tous les difficultés actuelles. Cela dit, le dossier du pays devrait repasser devant le Conseil du FMI en juin.

Comment vendre ? La législation du pays est généralement calquée sur les textes français. C'est le cas pour la législation du commerce. Vous n'avez pas de loi d'agrément : les produits agréés UE le sont automatiquement à Djibouti. Il existe une taxe intérieure de consommation, qui varie de 5 à 30 %.

### **Bailleurs de fonds, fonds propres...**

Les bailleurs de fonds sont l'UE, la coopération japonaise, la Banque Islamique de Développement, la BAD, la Banque Mondiale... La garantie Coface pour Djibouti n'existe pas encore mais la Coface est présente dans les prêts accordés.

Concernant les fonds propres, les appels d'offres sortent souvent très tard. Il est donc difficile de les envoyer à Paris. En fait, le commerce du pays se fait par amitié, par relation, contrairement à l'Ethiopie. Il reste donc beaucoup à faire, pour les travaux d'infrastructures, le secteur de l'eau, les transports (routes, chemins de fer où tout est à refaire...), l'énergie. Cette situation nous rappelle que Djibouti est un pays neuf, qui n'a finalement que 20 ans.

Djibouti est un petit marché, avec 520 000 habitants. Mais ce pays est un tremplin vers les autres pays de la Corne, et notamment l'Ethiopie et ses 60 millions d'habitants (et bientôt 100 millions !).

## Le secteur bancaire à Djibouti, en Ethiopie et en Erythrée

Bernard PARDIGON

Président-Directeur général, Banque Indosuez  
Mer Rouge,

Conseiller du commerce extérieur de la France

Mesdames et Messieurs, je vais revenir sur les trois pays qui nous occupent d'un point de vue bancaire si je puis dire.

### **Le statut monétaire et le secteur bancaire de Djibouti**

Le décret du 20 avril 1949 est la pierre angulaire du pays dans ce domaine. Ce décret était très en avance sur son temps. L'unité monétaire du pays est le Franc Djibouti, dont la valeur est fixée en or et couverte en dollars. La parité montre une tendance à la réévaluation.

L'indépendance n'a pas changé fondamentalement la situation. La Banque Nationale de Djibouti a le privilège de l'émission. Chaque franc doit être couvert par un dépôt en dollar à la FED. Inversement, l'achat de devise est libre. Cette couverture a été supérieure à 100 % au cours des dernières années.

Le gouverneur de la banque Centrale veut préserver cette stabilité du franc et favoriser le système de change libéral, ce qui est rare sur le continent.

Pour le système bancaire, la Banque Centrale reste respectueuse du système libéral, ce qui ne l'empêche pas d'être attentive aux règles déontologiques. Le système bancaire est simple et regroupe les banques d'Etat, la Banque Nationale du Développement, la banque pour le Commerce et l'Industrie de la Mer Rouge, la banque Indosuez... Les banques commerciales offrent à leur clientèle tous les services que vous connaissez. Grâce à la communication moderne, elles peuvent échanger et recevoir avec une grande fiabilité les messages de transaction.

Leurs rôles sont divers. Ces banques jouent le rôle classique d'intermédiaire entre importateurs et exportateurs. Elles jouent aussi le rôle de prêts relais dans le cadre de grands travaux financés par des Etats ou des organismes internationaux. Enfin, elles interviennent dans le financement des investissements. Mais les banques ont un problème en matière de durée de prêt (les dépôts sont à très court terme, parfois 6 mois, alors que les demandes de prêts sont sur 4 ou 5 ans).

A l'avenir, le secteur bancaire de Djibouti dépendra largement de la libéralisation du système bancaire éthiopien et notamment de son système de change.

## **Le statut monétaire et le système bancaire de l’Ethiopie**

Par rapport à Djibouti, le changement d'environnement est total ! En effet, ce pays connaît un cadre réglementaire rigide, imposé par la Bank Of Ethiopia. Il est vrai que le pays a connu 17 ans de dictature ! Aujourd'hui, le gouvernement veut maintenir un certain contrôle mais procède à certains assouplissements, suite aux demandes du FMI et de la banque Mondiale notamment.

La monnaie nationale est le Bir. Depuis le 31 août 1998, les banques commerciales peuvent intervenir sur les devises. Jadis, seule la Banque Centrale pouvait agir de la sorte. Nous retrouvons à ce niveau les pressions du FMI. De même, les banques commerciales peuvent participer aux mises aux enchères organisées par les pouvoirs publics. Les progrès en matière de facilités bancaires sont donc réels. Dans le même temps, le système de change n'est pas libéralisé et les taux de prêts restent réglementés.

Le FMI a récemment commandé un audit de la Bank of Ethiopia. Il est réalisé par l'un des Big Five. Le FMI souhaiterait que les banques étrangères puissent s'implanter (parallèlement au renforcement des entités de contrôle). Il souhaiterait aussi un assouplissement du marché de change. Par ailleurs, le FMI demande la privatisation des banques d'Etat (NBE, DBE, CBE...). Depuis 4 ans, les banques privées peuvent intervenir dans le pays. Awash Bank est arrivée en 1995. Puis, depuis mars 1999, se sont implantés plusieurs établissements : Dashen, Abyssinia, United Bank, etc. Ces banques privées sont marquées par leur origine, sauf United. Elles jouent, face au "mammoth" Bank of Ethiopia, sur la rapidité et la fiabilité de leurs services. Ces établissements ont une priorité : convaincre les clients. En effet, les Ethiopiens manquent de culture bancaire. Or sans dépôts, les prêts ne sont pas possibles.

Lorsque nous aurons libéralisé les transactions en devises, renforcé les fonds propres des banques privées, permis l'installation des banques étrangères, et audité la Banque Centrale, la donne aura considérablement évolué !

## L'Erythrée

L'Erythrée n'a pas de ressources : l'économie est tributaire à 100 % de l'aide internationale et des financements en provenance de la diaspora. En 1997, le gouvernement a créé sa propre monnaie, qui a remplacé le Bir. Le lancement de cette monnaie a provoqué de fortes tensions localement. L'Etat est propriétaire de la Banque Centrale et de la seule banque commerciale du pays.

### Débat avec la salle

#### **Didier DOUCET, Responsable Afrique au Commissariat Général au Plan**

Pourquoi cette nouvelle monnaie a-t-elle provoqué des tensions en Erythrée et en Ethiopie ?

#### **Bernard PARDIGON**

Le fait d'avoir créé cette monnaie locale a été une pierre, un petit gravier, dirons-nous, dans un champ déjà rocailleux. C'était en d'autres termes une nouvelle occasion de tension. En outre, l'Ethiopie a été obligée de sortir des devises de la Banque Centrale à cette occasion.

#### **Alain GASCON**

De plus, le nom de la monnaie reprend le nom d'une ville où l'armée Ethiopienne avait connu quelques problèmes... C'est comme si la France avait parlé du Franc Verdun en 1918 !

#### **Un membre du Conseil Economique et Social**

Où en sommes-nous quant à la modernisation du port, du chemin de fer et de la route ?

#### **Bernard LE DUC**

Le port de Djibouti est très encombré. Pourtant, le seul investissement prévu à ce jour porte sur la construction d'un port vraquier. L'idée de créer un port franc a été émise.

Pour le chemin de fer, une privatisation et une concession sont prévues. L'Europe a donné 34 millions d'écus pour lancer une étude. Les locomotives ont été réhabilitées mais la ligne elle-même doit être changée, certains ouvrages métalliques (dessinés par Eiffel...) devant, à l'évidence, être remplacés...

#### **André MASSIDA**

Concernant les investissements, nous avons oublié de parler de l'achat par le gouvernement de Djibouti d'un troisième terminal pour les conteneurs. A 90 %, l'engorgement du port est dû aux procédures douanières éthiopiennes...

#### **Mohamed ALI, Conseiller au Cabinet du Ministre des Transports de Djibouti**

Le gouvernement de Djibouti veut faire de son système de transport l'outil essentiel de son développement économique et social. Pour cela, différentes réformes ont été amorcées. Il s'agit pour nous de faire de Djibouti un grand site intermodal régional et de tirer parti de notre situation géographique. Le nouveau terminal dont il a été question, pour le port, représente un investissement de 15 millions de dollars.



Pour le chemin de fer, les deux gouvernements se sont engagés pour mettre en œuvre une concession. Un projet financé par l'UE a démarré et devrait permettre, le moment venu, de concéder à un opérateur privé la gestion technique de ce moyen de transport.

Enfin, pour la route, qui n'avait pas été prévue pour de lourds trafics, une réhabilitation sera mise en œuvre dans les prochaines années. Nous en sommes au stade de l'étude pour l'instant.

Djibouti est le principal débouché de l'Ethiopie depuis toujours. Le port a perdu cette place pendant un certain temps mais vient de retrouver un rôle de premier plan. C'est pourquoi nous voulons proposer aux intervenants locaux des services, de façon à les fidéliser. Le gouvernement étudie d'ailleurs différentes hypothèses d'investissement (terminal vraquier, zone franche dont l'étude de faisabilité est financée par l'AFD, raffinerie, terminal gazier...).

## Les activités de l'AFD dans les trois pays de la Corne de l'Afrique

Armand RIOUST de LARGENTAYE  
Chargé de mission géographique  
“ Corne de l'Afrique ”, AFD

Mesdames et Messieurs, je voudrais tout de suite rappeler ce qu'est l'AFD. Nous existons depuis 1941 et nous avons été créés par le Général de Gaulle. L'an dernier, le dispositif de la coopération a été modifié, avec trois lignes directrices : solidarité, priorité et ouverture sur la société civile. C'est à l'occasion de cette réforme que nous avons pris le nom d'Agence Française du Développement.

Les trois pays qui nous occupent aujourd'hui constituent une zone de véritable priorité. Nous intervenons dans trois domaines :

- Les secteurs traditionnels (services publics marchands, transports – du moins sur les petites routes) et le développement rural ;
- Le secteur privé, puisqu'une de nos filiales est spécialisée en la matière ;
- La santé et l'éducation, suite à la réforme de la coopération.

Dans les pays les plus pauvres (PMA), la France veut éviter d'endetter les Etats. Dès lors, les outils disponibles sont les subventions, les prêts à conditions proches du marché (PPM) et les prêts concessionnels (ou Prêts à Conditions Améliorées, sur 21 ans et 8 ans de différé). Sachez enfin, quant aux règles et procédures, que nous sommes soumis comme la DREE aux règles de l'OCDE (50 % de concession, instruction de tout dossier par cycle du projet...). Nous appliquons la clause d'origine et la clause anti-corruption.

### Ethiopie

Nous intervenons dans ce pays depuis 1993. Nous avons une représentation régionale et un bureau à Addis Abeba depuis 1996. Comme nous l'avons vu, ce pays fait l'objet d'un programme

d'ajustement structurel, qui a stabilisé et libéralisé le pays. Deux entreprises ont été “ autonomisées ” : la société des télécommunications et la compagnie d'électricité. Je les cite parce que, étant donné que nous ne pouvons pas endetter l'Etat, nous devons nécessairement être en relation avec des entreprises autonomes.

Dans un premier temps, en 1993, nous avons financé des fonds d'étude. L'année suivante, nous avons financé la restauration de la capacité de traction du chemin de fer. En 1995, un projet PCA avec la téléphonie rurale n'a pas abouti. Mais deux fonds d'études ont vu le jour la même année.

Dans un deuxième temps, nous avons financé :

- un projet d'irrigation à Tigré (financement de matériels et assistance technique) ;
- un projet d'électricité (subvention de la partie française d'assistance à la maîtrise d'œuvre à Tis Abay) ;
- un projet d'eau à Addis Abeba (il s'agit de brancher les 14 forages qui existent hors de la ville sur le réseau ; les passations de marché sont en cours).

Nous n'intervenons pas encore sur le secteur privé mais le potentiel de développement du pays, avec les privatisations, est prometteur pour les activités de Proparco.

## Erythrée

Nous avons procédé de manière similaire, avec un fonds d'étude, puis des interventions dans le domaine de l'eau (Asmara avec Degrémont et Lyonnaise des Eaux), des télécommunications, du balisage de l'aéroport d'Asmara, des ressources halieutiques (projet de 15,6 millions de francs), de l'appui aux exportations de poisson pour Ifremer (7 millions de francs).

## Djibouti

Dans ce pays, l'AFD s'est positionnée à partir de 1990 sur des secteurs spécifiques : le transport, les services publics marchands (eau, électricité) et l'appui au secteur privé.

Concrètement, j'insisterai essentiellement sur le programme en négociation avec le FMI, les subventions d'ajustement structurel et les actions suivantes, dans l'ordre chronologique :

- des fonds d'étude ;
- des projets de développement urbain, avec Cegelec et Colas par exemple ;
- l'alimentation en eau potable (fonds puis PCA à l'ONED, pour 58 millions de francs prêtés en 1992 et qui ont bénéficié à différentes entreprises françaises) ;
- des projets sur le port autonome de Djibouti (subvention pour financer un remorqueur par exemple).

Par ailleurs, dans le secteur privé, la question à l'ordre du jour est l'avenir du port. L'idée d'une formule de concession pour le futur terminal vraquier a été évoquée. Nous allons financer différentes études, notamment pour le développement de la zone franche commerciale.

En définitive, l'Ethiopie présente d'importantes perspectives de développement dans le secteur public marchand (nous allons maintenir différentes formes d'intervention) et dans le développement rural. A Djibouti, tout dépend de l'évolution de la politique économique du pays ; mais les signes envoyés actuellement par le gouvernement sont assez positifs. Enfin, il est très difficile de se prononcer sur l'Erythrée.

# L'expérience d'un investisseur en Ethiopie

**Pierre CASTEL**

**Président-Directeur général, Société des  
Brasseries et Glacières Internationales “ BGI ”**

Je voudrais vous donner mon sentiment sur l'Ethiopie suite à une opération de privatisation et à un projet de construction.

Concernant les rapports avec l'administration, les contacts, une fois pris, sont chaleureux. Mais il importe de “ bien ficeler ” le dossier dès le départ et de finaliser des contrats précisément. Revenir sur une signature est difficile et les Administrations sont respectueuses de ce qui est signé.

Concernant la situation économique et commerciale, le pays a connu une croissance importante au cours de ces dernières années. Nous avons d'ailleurs profité de cette croissance et démarré sur les chapeaux de roue. Mais force est de constater, avec la guerre, que nous subissons un contrecoup depuis trois ou quatre mois. Le marché baisse de 25 à 30 %. Mais cela est provisoire ; tout redeviendra dans l'ordre une fois le conflit terminé.

En matière de financement, il existe des sources de financements sur le plan local. L'intérêt d'un financement en monnaie locale est indéniable. Concernant le paiement des achats et des importations, il suffit de demander une licence et votre banque couvrira ladite licence en factures sous 48 heures. Dans ces conditions, les retards de paiement n'existent pas. J'ajoute que le pays est très attentif au secret bancaire.

S'agissant de la main d'œuvre, les ouvriers ont des connaissances approfondies dans tous les domaines (industrie, domaine hôtelier...). Il n'y a pas non plus de difficultés sur le plan social. Nous n'avons rencontré aucun problème lors de notre opération de privatisation (opération Saint-Georges). Cette main d'œuvre de qualité permet d'avoir moins d'expatriés que dans d'autres pays.

**Paul d'ORNANO**

Voilà un paysage très favorable.

**Pierre CASTEL**

C'est une expérience, non une évaluation. C'est le reflet d'une pratique depuis trois ans, dans mon secteur.

# Biosol Addis Abeba ou comment réussir un transfert de technologie

Michel ETCHNENNAUSIA

Président-Directeur général, laboratoire Bioluz

Mon expérience est très différente puisqu'il s'agit d'un transfert de technologie, relatif à la préparation de solutions médicamenteuses utilisées quotidiennement.

## L'amont du projet

Le premier contact commercial a été finalisé en juin 1996. Des investisseurs éthiopiens voulaient installer localement une production, à la lumière des besoins du pays. En Afrique de l'Ouest, la consommation est de 0,5 dose par habitant et par an (nous avons construit 7 unités avant l'Ethiopie, en Côte d'Ivoire par exemple). La matière première de ces doses est l'eau, la production locale est donc plus intéressante. Nous avons lancé le dossier, après avoir pris des premiers contacts, et réalisé des études de marché... Mais le projet a été jugé trop petit par la Banque Mondiale et les autres aides n'étaient pas disponibles. Il nous restait donc à faire un tour de table : 9 millions ont été mobilisés et les intervenants éthiopiens ont obtenu un crédit de la Banque de développement éthiopien, pour un même montant. En 1998, compte tenu du montant des fonds à exporter vers la France (supérieur à un million de dollars), le gouvernement a souhaité mettre en place un appel d'offres international. Nous avons perdu trois mois de plus. Finalement, la lettre de crédit a été ouverte en septembre 1998 mais aucune de nos banques françaises n'a voulu la confirmer. La banque éthiopienne a transféré la totalité des fonds en novembre 1998.

## L'aval

Nous avons construit une unité de production. Comme nous le faisons habituellement, nous avons formé les stagiaires appelés à faire fonctionner l'usine par la suite (il n'y aura effectivement pas d'expatrié sur le site). L'Unité a été réceptionnée le 19 mars 1999, à Saint Jean de Luz. Ensuite, cette unité a été démontée et mise sur le bateau à Marseille le 10 avril. Les stagiaires ont quitté le laboratoire le 15 avril. L'unité est arrivée à Addis Abeba cette semaine. Nous devrions démarrer la production début juillet 1999.

Concernant la capacité de production et de marché, si nous retenons les moyennes d'Afrique de l'Ouest, il est clair que le besoin théorique est de 30 millions de doses. Nous avons installé une capacité de 1,2 million de doses par équipe. Cette unité a donc de bonnes capacités de développement et nous entendons aider les investisseurs à suivre l'essor de leur marché.

A la lumière de notre expérience passée, il apparaît que les Ethiopiens furent les plus brillants stagiaires que nous ayons jamais eu jusqu'à présent. En d'autres termes, les investisseurs se sont débrouillés pour trouver leurs hommes clés, pouvant être formés dans de bonnes conditions et devenir opérationnels en six semaines.

## Débat avec la salle

**Anthony BOUTHELIE, CIAN**

Cette expérience est passionnante et vous avez parlé de l’Afrique de l’Ouest. Quels sont les autres pays où vous êtes présents ?

**Michel ETCHNENAUSIA**

A la Réunion et en Martinique. Nous sommes aussi présents en Espagne et au Liban. C’est bien tous pays confondus que les Ethiopiens se sont révélés les meilleurs stagiaires que nous ayons eus.

**Joël Le CORRE**

Dans quelle langue se déroulait la formation ?

**Michel ETCHNENAUSIA**

En anglais. En effet, sur trois personnes, deux étaient anglophones, la troisième était bilingue.

**Madame KOWAL, CES**

Combien d’employés avez-vous, Monsieur Castel ? L’usine est-elle automatisée ? *Quid* enfin de la formation des cadres intermédiaires ?

**Pierre CASTEL**

Notre site compte au total 500 personnes. Les cadres sont éthiopiens. La chaîne est pour l’essentiel automatisée. En matière de formation, nous n’avons pas rencontré de difficultés particulières et notre montée en puissance fut relativement rapide.

**Bernard WESTERCAMP, Accor Afrique**

A quelle date la filiale AFD sera-t-elle opérationnelle en Ethiopie ? Agit-elle par ailleurs à Djibouti, notamment pour les fonds propres ?

**Armand RIOUST**

Pour l’Ethiopie, Proparco peut intervenir à partir de la France. Elle dispose simplement du bureau de l’Agence. Normalement, nous négocions avec les Etats des conditions d’intervention. Mais au Maroc, qui est un pays majeur d’intervention pour la filiale, nous n’avons pas de bureau.

A Djibouti, la question première actuellement est celle du port. Nous ne trouvons pas d’occasion d’intervenir sur de plus petits projets. Proparco n’est donc pas très allante sur les opportunités des petites entreprises.

**Régis TOUSSAINT, PDG Cofrepêche**

Nous sommes en train de créer une joint venture à Djibouti. Est-ce que les banques commerciales peuvent, malgré les difficultés nées de la durée des dépôts, peuvent proposer des crédits à moyen terme ? Par ailleurs, sachant que les petits projets comme le nôtre peuvent créer de nombreux emplois localement, l'Agence est-elle disposée à regarder les cas avec bienveillance ?

**Bernard PARDIGON**

Nous pouvons toujours regarder les dossiers, tout en sachant que les banques sont obligées de faire de la transformation. Hier, j'ai entendu dire que l'AFD pourrait intervenir auprès de la Banque de Développement.

**Armand RIOUST**

Pour le port de pêche, je sais que Proparco a examiné le dossier dans des conditions qui ne vous ne satisfont pas.

**Mohamed ADEN, Directeur de la Banque pour le Commerce et l'Industrie**

Concernant les prêts, il faut bien voir que nous n'avons pas la possibilité de nous refinancer auprès de la Banque Centrale mais que nous avons des fonds propres suffisants pour prendre des risques, plus en tous cas que sur les fonds de la clientèle.

A Djibouti, l'action de la Proparco se heurte à une difficulté majeure : l'absence de projets viables. Deuxièmement, quand on lui demande un financement, la Proparco conditionne le prêt à une garantie bancaire. En d'autres termes, elle ne prend pas de risques.

**Luc MARILL, Directeur général de Marill**

Pierre Castel, pensez-vous qu'une société plus modeste que la vôtre aurait eu les mêmes chances face aux administrations et autres ?

**Pierre CASTEL**

Je pense que oui si votre dossier est bon d'une part, bien préparé d'autre part.

**André MASSIDA, Massida Transit**

Je reviens sur la Proparco. Prêtez-vous aux sociétés privées à 100 % à Djibouti ? Si oui, pour quel montant, pour quelle durée ?

**Armand RIOUST**

Comme nous n'avons pas beaucoup d'activité localement, ma réponse sera largement de principe : nous pouvons prêter à des sociétés privées, dans des conditions proches de celles du marché.

**Un intervenant**

Pour les lettres de crédit, vous avez évoqué des difficultés pour l'ouverture de la lettre elle-même. Pourrions-nous y revenir ?

**Pierre CASTEL**

Nous avons eu simplement un problème de confirmation de la lettre.

**L'intervenant**

Actuellement, nous sommes confrontés à une immense lenteur. Est-ce lié à la bureaucratie, à la guerre ?

**Bernard LE DUC**

Il y a actuellement moins de dollars en Ethiopie. Il est donc plus difficile d'obtenir une lettre de crédit en dollars.

*Le colloque se termine par la projection d'un film tourné en avril dernier, à Saint-Jean-de-Luz, à l'occasion de la livraison de l'unité Bioluz destinée au marché éthiopien. Le reportage de France 3 met l'accent sur la formation des pharmaciens éthiopiens. La demande de solutions intraveineuses est forte en Ethiopie : la motivation des pharmaciens est donc forte.*

*Le déroulement du projet (analyse des besoins, du marché, étude de la législation, choix de technologie, la poche souple en l'occurrence, analyse de la capacité de production, étude de la construction future locale par le service technique et de conception, travaux avec les financiers) est rappelé par Michel ETCHNENNAUSIA lors de la livraison elle-même de l'unité. Le Président de Bioluz met en outre l'accent sur l'importance de la formation des stagiaires, appelés à tenir les trois postes-clefs de l'unité le moment venu.*